

**« Un budget crédible » :
Les grands patrons enfin au secours de l'Etat belge ?**

*Christian Arnsperger
Chercheur au FNRS et professeur d'économie à l'UCL*

Carte blanche parue dans *Le Soir* (Bruxelles),
Vendredi 14 janvier 2011

Ce mercredi 12 janvier 2011, en pleine tourmente budgétaire et monétaire au sein de la zone Euro, vingt-cinq grands patrons belges ont cru bon d'en appeler au Premier Ministre Yves Leterme pour qu'avec son gouvernement restreint aux affaires courantes il hâte l'advenue d'un « budget crédible », c'est-à-dire « conforme au plan de convergence » européen. En gros, cela signifie que le budget de l'Etat belge ne devrait pas dépasser, idéalement, les 3% du PIB et que, par conséquent, un mélange de dépenses plus faibles et de recettes plus élevées devrait être trouvé. Pourquoi ? Afin d'éviter que les investisseurs internationaux n'aient une « image négative » de la Belgique, ce qui pourrait mettre en danger « la croissance économique et donc l'emploi » à la faveur d'« une incertitude très dommageable ».

Parmi ces grands patrons se trouvent (on ne peut manquer de s'en rendre compte) à la fois des grands capitaines d'industrie qui, avec leurs nombreux collègues, profitent chaque année du fameux système des « intérêts notionnels » permettant de ne pratiquement payer aucun impôt des sociétés, et des patrons de grands groupes bancaires qui, depuis 2008, ont été parmi les principaux bénéficiaires de l'argent des contribuables. Sans hélas avoir les moyens de chiffrer les choses – mais la FEB, l'UWE et l'UCM ont de coquets services d'étude qui pourraient nous répondre endéans les deux jours s'ils le voulaient – nous, citoyens « moyens », pourrions en appeler à ces grands hommes pour qu'ils fassent suivre leur appel d'actions concrètes et qu'ils contribuent pleinement à l'effort budgétaire requis.

Deux mesures phare pourraient, dès lors, aisément être mises en place pour 2011 : d'une part, suspension complète du recours aux intérêts notionnels par toutes les entreprises installées en Belgique, et en tout cas par toutes les firmes dirigées de près ou de loin par ces vingt-cinq Messieurs ; d'autre part, accord du secteur bancaire belge pour rétrocéder à l'Etat l'entièreté de ses bénéfices avant redistribution : seuls seraient versés les salaires de base, mais pas de bonus et pas de dividendes. Au nom de l'union nationale et de la solidarité budgétaire, afin qu'en effet le budget 2011 puisse être « crédible ».

Ce serait, à vrai dire, un geste minimal pour contribuer à l'effort collectif. Et, si possible, sur plusieurs années. Rappelons-nous tout de même qu'au niveau mondial, la crise bancaire (dont les salariés ne sont pas responsables) a engagé quelque 18.000 milliards de dollars d'argent public ! Et n'oublions pas non plus que de grands industriels comme Lakshmi Mittal – qui n'a certes pas signé cet appel, mal lui en aurait pris ! – ont épargné l'an dernier plusieurs centaines de millions d'euros d'impôts grâce aux intérêts notionnels. L'idéal serait donc un effort plus net encore : que l'impôt sur les sociétés soit ajusté annuellement aux besoins de refinancement des nécessités citoyennes (encadrement de la petite enfance, santé, éducation, etc.). Et qu'à la limite, on laisse s'effondrer les banques qui ont été mal gérées – comme on laisse chaque année

tomber des milliers d'entreprises en faillite – et qu'on affecte directement au soutien des revenus des citoyens les centaines de milliards d'euros promises au secteur bancaire.

Quelle noble vision du patronat que celle d'un ensemble d'hommes et de femmes généreux, déterminés à subvenir, par tous les moyens immenses que leurs positions à responsabilité leur donnent, aux besoins collectifs ! ... En 2011, plus de fuites de capitaux vers des paradis fiscaux, plus de restructurations, plus de cures de dégraissage en personnel – juste le travail acharné de managers et de patrons responsables en vue de motiver leurs collaborateurs à dégager un bénéfice maximum destiné à être socialisé pour les besoins de la crédibilité budgétaire ! Tout en continuant évidemment à les payer avec des salaires indexés qui, après tout, financeront la croissance économique par la consommation. On maintiendrait ainsi intact le pouvoir d'achat des salariés et des indépendants tout en accroissant fortement le pouvoir d'achat collectif du pays – synonyme de maintien des prestations sociales essentielles et des dispositifs publics d'aide qui contribuent tant à notre qualité de vie.

Là où le bât blesse, évidemment, c'est que c'est ce patronat qui en appelle aujourd'hui à la responsabilité budgétaire de l'Etat qui a, dans le passé (en tant que groupe d'intérêt), discrédité l'idée de pouvoir d'achat collectif en faisant un maximum de lobbying en faveur de la concurrence fiscale et sociale entre pays et entre régions au sein de l'UE. L'« arbitrage social » auquel s'adonnent les grandes entreprises est une source immense de bénéfices privés, qui ne seront jamais socialisés. Le secteur bancaire et financier, lui, sait dorénavant que les contribuables européens seront toujours contraints, par leurs gouvernants, à renoncer à leurs crèches, leurs soins de santé et leurs enseignants en échange d'un soutien aveugle aux maîtres de l'argent privé. Car quand l'Etat agit comme prêteur en dernier ressort à Dexia, à Fortis ou à ING, c'est bien chaque contribuable, chaque école, chaque service de cancérologie ou de gérontologie, qui voit ses ressources stagner. La Febelfin a d'ores et déjà prévenu : le secteur bancaire belge refusera de payer une contribution substantielle à l'effort collectif – compétitivité et attractivité internationale obligent.

Dans ce contexte de prise en otage collective des citoyens par une minorité d'acteurs économiques, au sein d'une logique délétère que personne ne veut remettre en question, l'appel des vingt-cinq patrons belges sonne simplement comme un rappel à l'ordre du capitalisme financier aux pouvoirs publics : allons, en rangs par deux, on se remet à marcher au pas, jusqu'à la prochaine crise ...